



# Alliance canadienne d'énergie renouvelable

*Pour une transition vers l'énergie renouvelable*

## Cadre pour un modèle national Stratégie pour les énergies renouvelables au Canada

Alliance canadienne pour les énergies renouvelables (CanREA) -- Des Canadiens qui œuvrent en faveur d'une transition mondiale vers l'énergie renouvelable

CanREA regroupe des organismes à but non lucratifs, issus de la société civile, dont l'intérêt commun est d'encourager une transition mondiale vers la conservation et l'efficacité énergétiques et, par conséquent, l'utilisation d'énergies renouvelables. Les membres de l'Alliance croient qu'une telle transition est possible et nécessaire, à court terme, afin de mieux faire face aux problèmes liés aux changements climatiques, à la pollution, à la demande énergétique mondiale, à la sécurité, à la pauvreté, et à la viabilité économique. CanREA croit également que des efforts nationaux et internationaux doivent être consentis pour assurer le succès d'une telle transition. Ainsi, la coopération internationale, la régulation des marchés, la sensibilisation et l'éducation du public, ainsi que la mise en œuvre de politiques, de règlements et de mesures volontaires sont autant d'avenues à considérer pour faciliter une transition vers les énergies renouvelables. En outre, CanREA fut mis sur pied pour participer aux consultations canadiennes sur l'élaboration d'une stratégie nationale pour les énergies renouvelables; CanREA agit également à titre de « porte-voix » de la société civile canadienne, lors d'échanges internationaux portant sur les questions d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

Ce document de base fournit un cadre conceptuel et plusieurs recommandations pouvant contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie globale pour les énergies renouvelables au Canada. Il comprend des recommandations appelant à des politiques et à des actions, tant aux niveaux provincial, national, qu'international.

Les membres actifs de CanREA sont:

- ▶ L'Association canadienne pour les énergies renouvelables (CARE)
- ▶ BC Sustainable Energy Association
- ▶ Fondation David Suzuki
- ▶ Falls Brook Centre
- ▶ Initiative d'Halifax
- ▶ One Sky – Canadian Institute of Sustainable Living
- ▶ The Ontario Sustainable Energy Association
- ▶ Institut Pembina
- ▶ Pollution Probe
- ▶ The Saskatchewan Environmental Society
- ▶ Coalition Jeunesse Sierra
- ▶ STORM Coalition

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter notre site Web ([www.canrea.ca](http://www.canrea.ca)) ou communiquer avec les personnes suivantes :

Nikki Skuce: One Sky  
[nikki@onesky.ca](mailto:nikki@onesky.ca)

Roger Peters: Institut Pembina  
[rogerp@pembina.org](mailto:rogerp@pembina.org)

Julie Green, Pollution Probe  
[jgreen@pollutionprobe.org](mailto:jgreen@pollutionprobe.org)

Jose Etcheverry: David Suzuki Foundation  
[jetcheverry@davidsuzuki.org](mailto:jetcheverry@davidsuzuki.org)

Melinda Zytaruk: Ontario Sustainable Energy Association  
[melinda@ontario-sea.org](mailto:melinda@ontario-sea.org)

Ce projet a été réalisé grâce à des fonds provenant de la Fondation Oak et du Centre de recherche pour le développement international.

## La Conférence de Bonn: un point de repère pour l'énergie renouvelable

La Conférence de Bonn, tenue en 2004, a marqué l'avancement des énergies renouvelables. Les résultats issus de la rencontre comprennent: une déclaration politique entérinée par l'ensemble des ministres et des représentants gouvernementaux provenant de 154 pays, dont le Canada; une série de recommandations politiques ayant pour but de faciliter et d'accélérer le développement des énergies renouvelables; et un plan d'action qui résume les diverses initiatives nationales en matière d'énergies renouvelables.

La Conférence de Bonn tombait à point: elle s'est déroulée au moment où l'intérêt envers les énergies renouvelables allait grandissant, à l'échelle internationale, intérêt toujours d'actualité, aujourd'hui. Alors que les auteurs du document, Perspectives énergétiques mondiales (2004), estiment que les carburants fossiles demeureront la principale source d'énergie dans un avenir rapproché (2030), les prix du pétrole et du gaz ne cessent de croître, et ce, de façon marquée. En février 2005, le Protocole de Kyoto est officiellement entré en vigueur, mettant en évidence, une fois de plus, notre dépendance envers les carburants fossiles. À cet égard, le World Council on Renewable Energy est catégorique: il nous incite fortement à réorienter notre production énergétique vers des productions décentralisées d'énergies renouvelables. La dernière rencontre du G8, en 2005, a mis l'accent sur les changements climatiques et les énergies renouvelables. Finalement, les diverses rencontres, portant sur les questions d'énergie et de développement, ont souligné l'importance du rôle que peuvent jouer les énergies renouvelables dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les élus et les gouvernements nationaux ont la responsabilité d'élaborer des politiques visant à développer de meilleurs marchés, pour un développement plus efficace des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Les recommandations politiques issues de la Conférence de Bonn, et destinées aux gouvernements nationaux, ciblent, à la fois, des recommandations pour des actions nationales et internationales:

- 1 **Mettre en œuvre une politique nationale sur les énergies renouvelables:**
  - a Intégrer les énergies renouvelables dans une politique énergétique globale, après avoir évalué la disponibilité des ressources nationales nécessaires aux énergies renouvelables.
  - b Intégrer les énergies renouvelables dans des politiques sectorielles, autres que celles liées à l'énergie.
- 2 **Établir des objectifs clairs**, des échéanciers, des stratégies et des plans de mise en œuvre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique; considérer l'ensemble des secteurs et l'ensemble des utilisations énergétiques.
- 3 **Modifier les marchés:**
  - a Créer une égalité des chances entre les différentes industries

énergétiques en éliminant, graduellement, les subsides et autres traitements de faveur, dont bénéficient les formes d'énergie conventionnelles, notamment les combustibles fossiles, mais qui pénalisent les énergies renouvelables.

- b Offrir des subventions au rendement, décroissantes, pour promouvoir l'utilisation des sources et des technologies d'énergies renouvelables (tels les crédits d'impôt à la production et une réforme fiscale écologique).
  - c Créer des incitatifs et des mesures temporaires (p. ex. normes pour les portefeuilles d'énergie, tarifs d'alimentation minimum garantis).
- 4 **Éduquer, sensibiliser et informer la population** au sujet des avantages d'une transition vers les énergies renouvelables.
  - 5 **Ressources humaines et infrastructures industrielles:** Informer et renforcer la capacité des ressources humaines sur les questions d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables; élaborer des politiques et des programmes de soutien financier pour assurer une meilleure transition des infrastructures industrielles vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.
  - 6 **Mettre sur pied des institutions habilitantes, comme** un Secrétariat pour les énergies renouvelables.
  - 7 **Meilleur accès aux énergies renouvelables:**
    - a Assurer l'accès au réseau électrique et la capacité de transport pour les énergies renouvelables (y compris les petites productions décentralisées).
    - b Soutenir les technologies d'énergie renouvelable, en matière de chauffage et de climatisation.
  - 8 **Recherche, développement et démonstration:** augmenter le soutien aux technologies applicables aux énergies renouvelables, y compris les technologies de chauffage et de climatisation.
  - 9 **Approvisionnement des services publics:** donner l'exemple en accordant la priorité à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et aux combustibles verts pour l'approvisionnement des services publics (infrastructures, transport, etc.).
  - 10 **Coopération internationale:** encourager les organismes internationaux à incorporer, dans leur plan de travail, les questions liées aux énergies renouvelables. Soutenir et renforcer la coopération régionale et internationale à l'égard des énergies renouvelables, notamment à travers des forums tels que ceux de la Commission du développement durable (CDD - CSD), de l'ALENA et du G8.
  - 11 **Utiliser les mécanismes de Kyoto pour soutenir le développement des énergies renouvelables:** acheter directement des crédits d'émissions issus de projets qui répondent aux critères des Mécanismes pour un développement propre (MDP) et de l'Application conjointe (AC).

- 12 **Aide internationale:** mettre l'accent sur les programmes bilatéraux et multilatéraux d'Aide publique au développement (APD), programmes qui visent les énergies renouvelables, qui permettent un accès accru aux énergies propres et qui contribuent de façon marquée à la réduction de la pauvreté.
- 13 **Encourager et soutenir les exportations technologiques** liées aux énergies renouvelables, au moyen de garanties à l'exportation (des organismes de crédit à l'exportation), des études de marché, etc.

D'autres recommandations issues de la Conférence de Bonn s'adressent directement aux autorités régionales et locales:

- 1 **Codes locaux:** utiliser les codes du bâtiment pour accélérer le développement des énergies renouvelables.
- 2 **Émission de permis et choix de l'emplacement:** éduquer et sensibiliser les employés, le public et toute autre partie concernées, afin de supprimer, sinon de réduire les obstacles qui empêchent le développement des énergies renouvelables.
- 3 **Approvisionnement des services publics:** donner l'exemple en accordant la priorité à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et aux combustibles verts pour l'approvisionnement des services publics (infrastructures, transport, etc.).
- 4 Obtenir davantage de soutien de la part du public.
- 5 **Financement:** mettre sur pied des fonds, publics et privés, voués spécifiquement aux énergies renouvelables.
- 6 **Approche intégrée:** intégrer les énergies renouvelables dans des secteurs autres que ceux liés à l'énergie, notamment les secteurs du transport et de la gestion des matières résiduelles.

Ces recommandations nous indiquent clairement la marche à suivre. Dans plusieurs pays, et en particulier en Europe, les gouvernements nationaux ont déjà emboîté le pas et s'éloignent de plus en plus des combustibles fossiles, accélérant, du même coup, le développement des énergies renouvelables. Le gouvernement canadien, ainsi que tous les partis politiques importants, s'est engagé à tendre vers une utilisation des énergies propres, renouvelables et efficaces. Certaines provinces commencent à se fixer des objectifs ou à établir des normes minimales pour leur portefeuille énergétique. Ces constats réaffirment la nécessité d'élaborer et de mettre en oeuvre une réelle stratégie nationale pour les énergies renouvelables, au Canada.

### Le contexte canadien

Au début des années 1980, au Canada, les industries de la bioénergie et de l'énergie solaire étaient soutenues par une combinaison de programmes et de politiques financières, dont des subventions dédiées à l'aide à la commercialisation, des incitatifs économiques destinés aux consommateurs, ainsi que des politiques d'achat et d'approvisionnement spécifiques aux services gouvernementaux. À

l'époque, l'Association des industries solaires du Canada a été créée dans le but de développer une industrie solaire (photovoltaïque, thermique et passive) qui soit vigoureuse, efficace et respectueuse des règles d'éthique professionnelle. De son côté, la Société de l'énergie solaire du Canada Inc. a vu le jour en 1974 et elle contribue à faire connaître les bienfaits des énergies solaires aux citoyens canadiens.

Alors que l'engouement envers les énergies renouvelables diminuait avec la chute des prix du pétrole, vers la fin des années 1980, des questions environnementales d'importance, telles que les changements climatiques et la pollution de l'air en milieu urbain, ont ravivé l'intérêt envers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. De nouveaux organismes faisant la promotion des énergies renouvelables ont vu le jour, notamment l'Association canadienne pour les énergies renouvelables (CARE), la coalition Clean Air Renewable Energy et plusieurs regroupements d'industries opérant dans les secteurs de l'énergie éolienne, bioénergétique, solaire, géothermique, océanique et micro hydroélectrique. Ces organismes ont appelé à la nécessité d'établir des objectifs nationaux et des politiques habilitantes à l'égard des énergies renouvelables. Le gouvernement canadien a réagi récemment par des encouragements fiscaux, en particulier pour l'énergie éolienne; des engagements majeurs ont également été pris lors du budget de 2005. Plus le rôle des énergies renouvelables croîtra, plus la nécessité d'élaborer une stratégie globale se fera sentir, et plus le besoin de coordonner les efforts nationaux sera pressant. À cet égard, un Secrétariat national est d'ores et déjà nécessaire, afin de mieux coordonner les efforts nationaux et afin de représenter le Canada, à l'échelon international, sur les questions qui concernent l'énergie renouvelable.

### Alliance canadienne pour les énergies renouvelables (CanREA)

Suivant la Conférence de Bonn, on a formé un réseau international d'organisations non gouvernementales (ONG), travaillant sur les questions d'énergies renouvelables; il s'agit de Citizens United on Renewable Energy and Sustainability (CURES). REN21, le Réseau des énergies renouvelables pour le 21<sup>e</sup> siècle, fut également mis sur pied pour assurer le contrôle international des politiques et des résultats atteints, dans le secteur des énergies renouvelables.

Depuis Bonn, plusieurs ONG canadiennes ont fait des pressions importantes pour obtenir des changements de politiques qui favoriseraient le développement et le déploiement des énergies renouvelables au pays. Toutefois, la grande majorité de ce travail s'est faite de façon isolée, et il n'y a toujours pas, au Canada, une voix unifiée qui représente l'ensemble de la société civile sur la question globale des énergies renouvelables.

C'est ainsi qu'en mars 2005, quelques ONG, un peu partout au Canada, se sont regroupées pour former l'Alliance canadienne pour les énergies renouvelables (CanREA). L'un des objectifs principaux de CanREA est de proposer des recommandations pour l'élaboration et la mise en oeuvre

d'une stratégie nationale pour des énergies durables. Les membres de l'Alliance reconnaissent qu'il manque, au Canada, une organisation non gouvernementale qui puisse prendre part aux consultations gouvernementales et qui puisse représenter l'ensemble de la société civile canadienne sur l'arène internationale. CanREA imagine un monde dans lequel les besoins en énergie seraient maintenus à un minimum grâce, d'une part, à des mesures de conservation et d'efficacité énergétique et, d'autre part, à l'utilisation prioritaire et systématique d'énergies renouvelables lorsque les besoins en énergie perdurent.

## Objectifs d'une stratégie nationale pour des énergies durables

CanREA considère que le Canada devrait respecter les engagements stipulés dans la Déclaration politique de la Conférence de Bonn (2004) sur les énergies renouvelables; le Canada devrait également mettre en œuvre les recommandations politiques émises lors de cette conférence, recommandations qui ont été décrites précédemment. À cet égard, une Stratégie nationale pour des énergies renouvelables devrait:

- Reconnaître le rôle central que peuvent jouer les énergies renouvelables dans l'atteinte des objectifs nationaux et internationaux de réduction des impacts environnementaux (p. ex. changements climatiques), de développement économique et de sécurité énergétique.
- Chapeauter la coordination des objectifs à atteindre et des actions à entreprendre, tant au niveau national que provincial.
- Répondre aux objectifs et aux engagements internationaux visant à soutenir les énergies renouvelables et à réduire la pauvreté, notamment au moyen d'une exportation accrue des technologies canadiennes, liées aux énergies renouvelables (ex. EDC) et par des programmes d'aide au développement (ex. ACDI).
- Considérer l'efficacité énergétique comme la pierre angulaire de la stratégie.
- Avoir une vision globale en intégrant l'énergie verte (des « deux côtés » du compteur), l'énergie thermique verte (chauffage et climatisation) et le transport durable dans les industries, les commerces, les résidences, les municipalités et les collectivités des Premières Nations.

## Éléments d'une stratégie nationale pour des énergies durables

En 2005 et au début de 2006, CanREA a tenu une série de trois consultations publiques auprès de la société civile canadienne, concernant les options politiques envisageables, liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. En décembre 2005, CanREA a contribué à organiser une conférence internationale qui traitait spécifiquement des questions politiques liées au déploiement

de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les résultats issus de ces consultations, conjugués aux recommandations politiques de la Conférence de Bonn, ont mené CanREA à développer un modèle de Stratégie nationale pour des énergies durables qui tient également compte des spécificités canadiennes, notamment le partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces, des territoires, des Premières Nations et des municipalités. CanREA croit que ce modèle, issu d'une vision commune de représentants de la société civile, devrait stimuler un débat national sur les questions qui concernent les énergies renouvelables; les résultats de ce débat, estime CanREA, devraient corroborer les engagements déjà établis par les gouvernements. CanREA souhaite également qu'une fonction de contrôle soit établie, afin d'évaluer, sur une base annuelle, la progression de la mise en œuvre de politiques portant sur le développement des énergies renouvelables au Canada; un rapport annuel serait publié par CanREA afin d'informer la société civile des progrès atteints.

Le modèle de CanREA pour une stratégie nationale pour des énergies durables comprend des recommandations qui touchent la production d'énergie électrique, l'énergie thermique et les transports; il comporte également des éléments stratégiques pour l'efficacité énergétique, pour la mise en œuvre d'un plan de financement destiné aux énergies durables, ainsi que pour la coopération et l'aide internationale. Des feuillets d'information portant sur chacun de ces sujets accompagnent le présent document; ces feuillets peuvent également être téléchargés à partir du site de CanREA: [www.canrea.ca](http://www.canrea.ca).

## Les feuillets politiques

- L'énergie verte – Pour la création d'une industrie au Canada**, Par Julie Green, Pollution Probe
- La chaleur verte: Chauffage vert et climatisation verte**, Par Bill Eggertson, L'Association canadienne pour les énergies renouvelables (CARE)
- L'efficacité énergétique – La pierre angulaire de l'énergie durable de l'avenir**, Par Roger Peters, Institut Pembina
- Une stratégie nationale pour un système de transport écologique**, Par Bob Oliver, Pollution Probe et J.P. Jepp, Institut Pembina
- Sources et modes de financement pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables**, Par Roger Peters, Institut Pembina
- L'énergie décentralisée au Canada: Optimisation des avantages liés aux ressources renouvelables**, Par Alex Doukas, Ontario Sustainable Energy Association (OSEA)
- Coopération internationale: Pour un avenir énergétique viable**, Par Nikki Skuce, One Sky
- Énergie communautaire – La voie de l'avenir**, Par Alex Doukas, Ontario Sustainable Energy Association (OSEA)
- Traduction** par Joséphine Henault, Ugo Lapointe et Claire Lapointe